Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

Les autorités européennes exigent de la Grèce des coupes budgétaires supplémentaires après avoir promis de la renflouer

Par Alex Lantier
Mondialisation.ca, 21 février 2010
WSWS 21 février 2010

Région : L'Europe
Thème: Économie

La promesse franco-allemande faite le 11 février de renflouer la Grèce a failli être retirée hier devant les critiques du gouvernement Grec et l'exigence de l'Union européenne (UE) qu'Athènes réduise encore plus son budget. Il est de plus en plus évident qu'il n'y avait pas eu de véritable accord sur la manière dont le renflouement serait financé et que les négociations visaient d'abord à intensifier la pression des marchés financiers sur la classe ouvrière pour qu'elle accepte une réduction massive des emplois et des salaires.

La Grèce a un important déficit budgétaire se montant à 12,7 pour cent de son P.I.B (produit intérieur brut). Étant donné les craintes actuelles que le gouvernement ne se livre pas à d'importantes réductions budgétaires, les investisseurs ont fait monter les taux d'intérêt sur les dettes du gouvernement grec, ce qui accroît le risque d'une cessation de paiement. Les termes de l'engagement de renflouer la Grèce – négociée par Papandréou avec des représentants de l'Allemagne, de la France et de l'UE – demandaient aux 16 pays ayant l'euro pour monnaie de prendre « des mesures déterminées et coordonnées si nécessaire pour préserver la stabilité financière de la zone euro dans son ensemble.»

Des divisions cependant sont rapidement apparues, le gouvernement allemand indiquant qu'il se pourrait qu'il ne prête pas d'argent à la Grèce en fin de compte. «L'Allemagne freine des deux pieds au sujet de l'aide financière. Pour des raisons légales, pour des raisons constitutionnelles et pour le principe » a déclaré au *Guardian* un « haut diplomate de l'UE ». Selon le journal *La Croix*, le président français Nicolas Sarkozy n'est pas parvenu à obtenir un accord de la chancelière allemande Angela Merkel sur des prêts directs à la Grèce de la part des pays de la zone euro.

En bref, le plan de renflouement s'appuyait sur l'espoir qu'un vague effet d'annonce apaiserait les craintes sur le marché des prêts. Avant les négociations, Papandréou lui-même avait dit qu'il cherchait « un soutien psychologique et politique de l'Europe » et que la Grèce n'avait pas « demandé de soutien financier. »

Cependant, il y a bien peu de soutien, qu'il soit politique ou financier, en faveur d'un renflouement concerté par les pays de la zone euro. Pour un tel renflouement des divisions profondes devraient être surmontées entre les principales puissances européennes: si la Grèce était renflouée par toute la zone euro, le coût en serait assumé en grande partie par l'Allemagne, l'économie la plus importante de cette région – alors que les bénéfices iraient principalement à des banques des autres pays.

D'après des statistiques du Crédit Suisse, le Royaume-Uni et l'Irlande détiennent 23 pour cent de la dette publique grecque, la France 11 pour cent, et l'Allemagne, la Suisse et l'Autriche, ensemble, seulement 9 pour cent. Les banques européennes ont prêté en tout 184,8 milliards d'euros à l'économie grecque dans son ensemble, dont 55 milliards par la France, 46 par la Suisse et 31 par L'Allemagne.

Le Monde a cité « une source française haut placée » hier, qui a affirmé: « Si les Grecs font une levée d'obligations et que cela ne marche pas, on les achètera, » tout en notant qu'« en raison des réticences allemandes, rien n'est encore prêt. »

Les statistiques économiques du quatrième trimestre 2009 indiquent une très faible croissance en Europe. L'économie allemande a eu une croissance plate sur ce quatrième trimestre et elle a baissé de 1,7 pour cent comparée à celui de 2008. L'économie de la zone euro a crû de 0,1 pour cent, la France étant en tête avec une croissance de 0,6 pour cent alimentée par les dépenses de consommation et un important déficit budgétaire (7,9 pour cent du PIB). L'Italie s'est contractée de 0,2 pour cent, tout comme les économies de l'Espagne et de la Grèce.

Hier, le premier ministre grec George Papandréou s'en est pris à l'accord nouvellement signé, disant, « La crédibilité de l'Europe et sa volonté de faire face aux marchés internationaux sont mises à l'épreuve. » Il a critiqué amèrement cet accord qui fait de la Grèce, « un cobaye dans une bataille entre les marchés internationaux et l'Europe. » Il a prévenu que les négociations de jeudi ont envoyé des « messages mitigés sur notre pays [...] qui ont créé un état d'esprit d'effondrement imminent qui risque de s'auto réaliser.»

Papandréou a accusé la Commission européenne de n'avoir pas su détecter ou réagir face au « casier judiciaire » de la falsification des statistiques économiques du précédent gouvernement conservateur grec.

Durant les préparatifs de la conférence, Papandréou a proposé des réductions drastiques des dépenses publiques dont une réduction massive du déficit budgétaire grec de 4 pour cent en 2010, l'augmentation de l'âge de la retraite des fonctionnaires à 63 ans, le gel des salaires et la réduction des primes, tout en imposant une augmentation de 10 pour cent des prix du carburant. Ces réductions pourraient causer des dizaines de milliers de pertes d'emplois dans les entreprises privées qui travaillent pour l'Etat.

Et pourtant, les principaux représentants de l'UE ont donné des interviews hier où ils exigeaient des réductions encore plus importantes.

Dans un entretien accordé à *Der Spiegel*, l'économiste en chef de la Banque centrale européenne (BCE), Jürgen Stark, a demandé une baisse des salaires en Grèce. Il a déclaré: « La Grèce a perdu sa capacité à être compétitive sur le prix. Ses coûts du travail par unité ont énormément augmenté. Le gouvernement d'Athènes l'a admis. Ça aussi c'est une chose à laquelle ils vont devoir s'attaquer rapidement. »

Sans rejeter explicitement le principe d'un renflouement de la Grèce, Stark a refusé de se prononcer en faveur d'un quelconque mécanisme pour donner de l'argent à Athènes: « La solidarité n'est pas une voie à sens unique. » Il a exclu les prêts que d'autres gouvernements pourraient accorder à la Grèce – soit sous la forme de paiements directs, soit par des émissions d'obligations garanties par les autres pays. Il a également déclaré

qu'un renflouement par le Fonds monétaire international (FMI) dont le siège est à Washington et sous l'influence de la politique étrangère américaine, serait « inapproprié ».

Stark a affirmé qu'une faillite de la Grèce « n'est pas un scénario envisageable en ce qui me concerne, » répétant plus loin que la Grèce « doit le faire et le fera. » Il a indiqué que l'Allemagne – qui a un déficit budgétaire nettement inférieur – était « un modèle à suivre » pour toute la zone euro.

Der Spiegel s'est lancé dans des critiques inhabituelles à l'encontre des puissances anglophones. Il a noté: « Aux États-Unis, la Banque fédérale organise beaucoup de sauvetages. Elle se contente d'imprimer de la monnaie et d'acheter des bons du trésor. » Stark a répondu: « Nous ne pouvons pas suivre cette voie. Et je suis heureux que nous ne le puissions pas. Notre mission c'est la stabilité des prix. »

Interrogé sur les inquiétudes soulevées dans la presse espagnole que l'Espagne, l'Italie et le Portugal, pourraient également être confrontés à une crise du crédit, Stark a dit : « La Grande-Bretagne a un déficit budgétaire de la même ampleur que la Grèce. Le déficit budgétaire américain est également à plus de 10 pour cent du PIB. Toutes les économies développées ont des problèmes actuellement. En fait, Il est étonnant de voir d'où viennent la plupart des critiques de l'euro actuellement. »

Quand le journaliste lui a demandé s'il croyait que « les médias anglo-américains » étaient derrière ces critiques de l'euro, Stark a dit: « l'essentiel de ce qu'ils écrivent s'interprète comme une tentative de détourner l'attention de leurs propres problèmes intérieurs.»

Dans un entretien avec Jean Quatremer du quotidien français *Libération*, le premier ministre du Luxembourg, Jean-Claude Juncker a clairement dit que tous les renflouements de la zone euro ne feraient que mettre en œuvre les exigences des marchés financiers: « Le plan grec doit apparaître comme crédible. Si les marchés mettent en cause la démarche grecque, des mesures additionnelles devront être prises. La zone euro n'interviendra que lorsque cela aura été fait. »

Interrogé par Quatremer sur l'hostilité de l'Allemagne à un renflouement, Juncker a répondu: « L'Allemagne doit affronter sur le plan intérieur des problèmes de justification que la France ne connaît pas. Ce qui fait que la France a eu une approche plus offensive que l'Allemagne. » Pourtant, Juncker a indiqué que Paris alignerait sa politique sur Berlin.

Le Monde a noté que la promesse de sauvetage représentait « une violation de la parole donnée par les politiques aux Allemands pour qu'ils abandonnent le deutschemark [et rejoignent l'euro]. Edmund Stoiber, l'ex-ministre-président de Bavière, avait promis lors de la marche vers l'euro à la fin des années 1990 qu''une union faite de transferts financiers [entre pays] est aussi peu probable qu'une famine en Bavière'. Moins de dix ans après son entrée dans l'Union monétaire, la Grèce a fait voler en éclat toutes les règles. »

Une journée de grève générale a été annoncée pour le 24 février en Grèce par le syndicat du secteur public ADEDY et le syndicat GSEE du secteur privé afin de protester contre les réductions voulues par Papandréou.

L'ambiguïté maintenue sur les conditions de l'aide à la Grèce constitue en fait une arme délibérément utilisée pour intimider le mouvement d'opposition de la classe ouvrière et

aider Papandréou à faire passer ses mesures.

Ainsi, le *Financial Times* écrit: « Pour éviter les aléas moraux, et pour agir comme un avertissement envers les autres pays fiscalement irresponsables, tout le monde doit croire que la Grèce risque de faire faillite. C'est une menace atomique qui pourrait faire passer la faillite de Lehman Brothers pour un pétard. En même temps, la zone euro ne peut pas accepter cette possibilité. Si la Grèce perdait l'accès aux marchés financiers et, donc, était en cessation de paiement, les rendements des obligations italiennes, espagnoles et portugaises monteraient en flèche. Le coût des emprunts monterait encore plus et l'économie de la zone euro, dont la reprise a déjà eu des ratés, serait encore plus lente.»

Pendant ce temps, entretenir des doutes sur la solvabilité de la Grèce se révèle très rentable pour les investisseurs. Même si les intérêts que paye le gouvernement grec sur ses dettes ont baissé après l'annonce du renflouement franco-allemand, ils restent élevés – 5,1 pour cent pour un bon sur deux ans, et 6 pour cent pour un bon sur 10 ans – ce qui promet des profits attractifs.

La gérante du fonds Montségur Finance, Marine Michel, a déclaré à Reuters : « Les craintes sur ce pays ont été exagérées. Le bon grec offre un rendement bien plus haut que bien des bons d'entreprises et est une offre intéressante. »

La presse a également commencé un débat inquiétant sur la question de la forme de répression étatique qu'il faudrait pour appliquer les réductions gigantesques prévues en Grèce, laquelle était dirigée par une dictature militaire jusqu'en 1974.

Interrogé sur le niveau de « troubles à l'ordre public » que ces mesures d'austérité pourraient causer, John Paul Rathbone, chroniqueur au *Financial Times*, a répondu: « Quelles souffrances peut supporter une population ? Et bien, les démocraties mènent très rarement des déflations, donc ce n'est pas très encourageant. Ce dont la Grèce a vraiment besoin de faire pour réaliser ces réductions budgétaires, c'est de déprécier son économie et que les salaires et les autres prix tombent à un niveau qui rende la Grèce compétitive à nouveau. C'est le problème fondamental. [...] Donc cela promet d'être une situation très explosive. »

Article original en anglais, WSWS, publié le 13 février 2010

La source originale de cet article est WSWS
Copyright © Alex Lantier, WSWS, 2010

Articles Par : Alex Lantier

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez:

media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca